

IL FAUT STOPPER

l'entreprise de casse sociale généralisée du gouvernement Macron-Darmanin !

Le 12 septembre, les 200 manifestations sur tout le territoire ont rassemblé près de 500.000 personnes. De nombreux arrêts de travail ont eu lieu dans les entreprises privées comme dans les établissements publics.

Salariés du secteur public et du secteur privé, nos intérêts sont communs !

Aujourd'hui ce gouvernement veut tailler en pièce le code du travail, réduire les APL et les emplois aidés, demain il compte asphyxier le financement des services publics locaux avec la réforme de la Taxe d'Habitation, faire cadeau de l'ISF aux plus riches, s'attaquer à l'assurance chômage puis aux retraites, continuer à déstructurer la fonction publique d'État, DGFIP en tête...

A l'inverse, toutes et tous ensemble, dans la rue, exigeons des politiques capables de répondre aux besoins sociaux !

A la DGFIP, cela doit se traduire notamment par :

- ▶ Des emplois et des budgets à la hauteur de nos missions et pour de bonnes conditions de travail ;
- ▶ Un réseau consolidé et une organisation des services répondant aux besoins de service public ;
- ▶ Des statuts particuliers, ainsi que des règles de gestion protectrices pour les agents ;
- ▶ La revalorisation du point d'indice plutôt que l'introduction d'une part variable dans nos rémunérations (RIFSEEP). L'abandon des mesures néfastes du PPCR avec application immédiates des rares gains.

La CGT Finances Publiques a largement participé à ce mouvement, par la grève et par la participation aux manifestations. Avec près de 14 % de grévistes, certains départements affichant des taux supérieurs à 20 %, le 12 septembre est le point de départ d'une lutte qui se doit d'être de grande ampleur et s'inscrire dans la durée, pour nous permettre d'imposer nos choix sur l'ensemble du territoire !

La CGT Finances Publiques appelle donc les agents à participer massivement aux manifestations du 21 septembre, sous toutes les formes. Elle s'inscrira pleinement dans la construction du rapport de force capable d'imposer d'autres choix, avec les salariés du privé, mais aussi au niveau Fonction Publique comme à la DGFIP. Elle a notamment déposé un préavis de grève pour la journée du 21 septembre afin de couvrir les initiatives allant en ce sens pour participer aux manifestations.

**POUR DÉFENDRE NOS DROITS, DANS LE PROLONGEMENT
DE LA MOBILISATION DU 12 SEPTEMBRE,
TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATIONS LE 21 SEPTEMBRE !**